

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80040 Amiens Cedex1

Amiens, le 25/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GURDEBEKE SA (Lihons)

65 boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : 2025-E2
Code AIOT : 0005105074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/05/2025 dans l'établissement GURDEBEKE SA (Lihons) implanté Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons. L'inspection a été annoncée le 07/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE SA (Lihons)
- Ecopole Carimara - Lieu-dit "Sole du Bosquet" 80320 Lihons
- Code AIOT : 0005105074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE SA est autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2000 (abrogé par l'arrêté

préfectoral du 27 mars 2006 mentionné ci-dessous) à exploiter notamment un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés (capacité de stockage de 40 000 t/an). En outre l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) est réglementée notamment par les actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 27 mars 2006 (capacité de stockage de 90 000 t/an),
- arrêté préfectoral du 9 juin 2009 (modification capacités annuelles de stockage de 2009 à 27/03/2016),
- arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND,
- arrêté préfectoral du 8 août 2018 (autoportant 10 alvéoles),
- arrêté préfectoral du 15 juin 2021,
- arrêté préfectoral du 26 juin 2024 (mise à jour de la situation administrative et modifications des valeurs limite d'émission des rejets atmosphériques).

Le casier 22 est en cours d'exploitation. L'ISDND est autorisée jusqu'en juillet 2026.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 7
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des biogaz	Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.II	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.I	Sans objet
5	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.II	Sans objet
6	Contrôles périodiques en	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cours d'exploitation		
8	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V	Sans objet
9	Conduite d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.I	Sans objet
10	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités à enjeu modéré ont été relevées pour les points de contrôle n° 1, 2 et 7. L'exploitant transmettra les justificatifs et les actions correctives dans les délais mentionnés. Le cas échéant, si l'exploitant ne transmet pas les éléments, l'inspection des installations classées proposera un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pour ces points à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.I
Thème(s) : Actions régionales, Collecte des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.</p> <p>Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci.</p> <p>Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. [...]</p> <p>Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'alvéole 17 et les casiers 18, 19 et 20 disposent d'un dispositif de collecte du biogaz. Un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz a été constaté. Le casier 22 en cours d'exploitation ne dispose pas d'un dispositif de collecte du biogaz. L'exploitant précise qu'il n'a pas encore équipé</p>

<p>le casier 22 compte tenu de la hauteur du massif de déchets inférieure à 2 m.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, la chaudière de 2,7 MW n'est pas en fonctionnement. L'exploitant précise qu'elle est à l'arrêt depuis décembre 2024.</p> <p>La chaudière de secours de 1,3 MW est à l'arrêt. La torchère ne fonctionnait pas mais l'exploitant précise qu'elle est fonctionnelle en cas de surplus de biogaz à torcher.</p> <p>Le casier 22 ne dispose pas d'un dispositif de collecte du biogaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le planning de remise en service du dispositif de valorisation des biogaz.</p> <p>L'exploitant informera l'inspection des installations classées que le casier 22 dispose d'un dispositif de collecte du biogaz dès sa mise en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Gestion des biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2018, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le centre de stockage est équipé, à minima de 5 puits de captage par hectare.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis de justificatifs qu'il respecte la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra des justificatifs adéquats pour s'assurer du respect de la prescription susvisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Gestion des biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12.II</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Equipements de traitement du biogaz (valorisation et élimination)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. [...]</p>

<p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que la torchère dispose d'un dispositif de mesure en continu du volume du biogaz éliminé et de la température des gaz de combustion.</p> <p>Compte tenu de l'arrêt des installations de combustion assurant la valorisation du biogaz, il n'a pas été constaté que ces équipements disposent d'un dispositif de mesure en continu du volume du biogaz valorisé.</p> <p>A l'amont des équipements de d'élimination et de valorisation, il a été constaté trois points de prélèvements et des obturateurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.I</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Contrôle mensuel de fonctionnement du réseau de collecte du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.</p> <p>Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.</p> <p>Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance deux moyens de contrôle portatif permettant de mesurer la dépression exercée au niveau des puits de collecte de biogaz.</p>

Les résultats des contrôles ont été vus. Suite à la visite d'inspection, ce document comprend le suivi de la pression atmosphérique et du composé CO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.II

Thème(s) : Actions régionales, Contrôle des installations de valorisation et d'élimination du biogaz

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.[...]

Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...]. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le programme que réalise la société PRODEVAL qui constitue son programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés.

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention en mars 2025 pour la torchère et de 2024 pour la chaudière de 2,7 MW avant son arrêt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.III

Thème(s) : Actions régionales, Contrôle externe torchères

Prescription contrôlée :

III. - Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

[...]

Constats :

<p>La déclaration GERE de l'exploitant au titre des activités 2024 rend compte d'un temps de fonctionnement de la torchère de 4 917h.</p> <p>L'exploitant a justifié qu'il respecte la prescription en fournissant un rapport de contrôle de la torchère datant de moins d'un an (rapport du 15 novembre 2024 pour des mesures réalisées le 4 septembre 2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.IV</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Cartographie des émissions diffuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié qu'il a réalisé une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place pour l'alvéole 17 et les casiers 18, 19 et 20.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place pour l'alvéole 17 et les casiers 18, 19 et 20.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21.V</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Programme de détection et de réparation des fuites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...], accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été vu un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. Le contrôle est effectué sur le réseau et les puits de captage. La méthodologie est par analyseurs portatifs. La fréquence n'est pas précisée.</p> <p>Observation : Suite à la visite d'inspection, l'exploitant veillera à mettre à jour le programme en le complétant avec la fréquence des campagnes de détection et les modalités de traçabilité des résultats et des mesures prises en conséquence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conduite d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33.I</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Surface de la zone en cours d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale à 7 000 m²</p>
<p>Constats :</p> <p>La superficie en cours d'exploitation du casier 22 est inférieure à 7 000 m² compte tenu que la superficie totale du casier de 5 000 m².</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration GEREP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Déclaration des émissions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part</p>

éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;
Constats : En amont de la visite d'inspection, une vérification du portail GEREPE a été effectuée. L'exploitant respecte la prescription. Suite à la visite d'inspection, la déclaration GEREPE de 2024 a été mise en révision pour l'onglet Air-ISDND. Observation : L'exploitant complétera l'onglet Air-ISDND de la déclaration GEREPE 2024.
Type de suites proposées : Sans suite